REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
MAIRIE DE COARAZE

Arrêté prescrivant la lutte contre les aboiements de chiens

Le Maire de la commune de Coaraze

- Vu le Code général des collectivités territoriales, articles L. 2212-1 et L. 2212-2,
- Vu le Code de la santé publique, articles L. 1311-1 et L. 1311-2 et articles R 1334-30 à R. 1334-37,
- Vu le Code pénal, article R. 623-2 et articles 131-13 et 131-16.

ARRETE

Article 1- Les propriétaires, gardiens ou détenteurs d'animaux à quelque titre que ce soit, sont tenus, de jour comme de nuit, de prendre toutes les mesures propres à préserver la tranquillité du voisinage.

Il est interdit en particulier :

- de jour comme de nuit, de laisser un chien dans un enclos sans que le gardien ne puisse à tout moment faire cesser des aboiements prolongés ou répétés ;
- de jour comme de nuit, de tenir enfermé à l'intérieur d'un local clos destinée à l'habitation ou à tout autre usage un chien dont le comportement troublerait la tranquillité publique par des aboiements prolongés ou répétés.

Article 2- Il est interdit d'introduire, dans tous les lieux publics où ils sont tolérés, des chiens dont les aboiements sont susceptibles de troubler la quiétude des autres usagers.

Article 3- Les infractions aux dispositions du présent arrêté et exposent les contrevenants à une amende de 3^e classe et aux peines complémentaires prévues par l'article 131-16 du Code pénal et seront constatées par des procès-verbaux, qui seront transmis au procureur de la République.

Article 4- Le maire, le chef de la brigade de gendarmerie et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions habituelles.

Fait à Coaraze le 24 septembre 2012

Le Maire

Monique Giraud-Lazzari